

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Et-si-le-Nobel-de-la-Paix-venait-defier-Donald>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Et si le Nobel de la Paix venait défier Donald Trump ?**

4 octobre 2017

Et si le Nobel de la Paix venait défier Donald Trump ?

Le Prix Nobel de la Paix, remis vendredi, pourrait récompenser ceux qui ont encouragé l'accord sur le nucléaire iranien. Un texte que Donald Trump veut remettre en cause.



Donald Trump doit se prononcer le 15 octobre sur l'accord sur le nucléaire iranien. (Reuters)

Le Nobel de la Paix, décerné vendredi, pourrait déjouer les pronostics des bookmakers, comme l'avait été celui remis à l'Union européenne en 2012 "pour avoir contribué à l'avancement de la paix" ou bien le prix collectif décerné aux Libériennes Ellen Johnson Sirleaf et Leymah Gbowee avec la Yéménite Tawakkol Karman pour leur "lutte non violente pour la sécurité des femmes et pour les droits des femmes" en 2011. A l'heure où la Corée du Nord de Kim Jong-un inquiète le monde, le Comité Nobel pourrait en effet choisir de récompenser des personnalités ou une organisation qui œuvrent pour le désarmement nucléaire. Et plus spécifiquement, celles qui ont permis ou accompagné l'accord sur le nucléaire iranien. Un tel choix serait un vrai pied de nez à Donald Trump <<https://www.lejdd.fr/Donald-Trump>> , qui a promis de "déchirer" ce texte qu'il juge trop favorable à Téhéran.

L'Italienne Federica Mogherini et l'Iranien Mohammad

Javad Zarif

Comme chaque année, l'Institut de recherche pour la paix dans le monde d'Oslo (PRIO) a dressé sa liste de favoris pour le Nobel de la paix ; une liste habituellement différente de celle des bookmakers qui, eux, voient, en 2017, un Nobel remis à l'association américaine **ACLU**, aux **Casques blancs syriens** ou au **pape François**. C'est donc tout en haut de cette liste que figure le désarmement nucléaire. "La menace du recours à l'arme nucléaire est plus réelle que jamais avec la Corée du Nord. Dans ce contexte, il est important de soutenir les initiatives qui empêchent le développement et la prolifération des armes nucléaires", avance ainsi Henrik Urdal, le directeur du PRIO, cité par Bloomberg [<https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-10-01/derided-by-trump-iran-nuclear-deal-may-fetch-nobel-peace-prize>](https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-10-01/derided-by-trump-iran-nuclear-deal-may-fetch-nobel-peace-prize) .

Dans cette hypothèse, deux noms reviennent : celui de l'Italienne **Federica Mogherini**, haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, et celui du ministre iranien des Affaires étrangères, **Mohammad Javad Zarif**. Selon le PRIO, il s'agit des "meilleurs candidats car ils ont conduit le processus qui a amené à mettre fin aux sanctions contre Téhéran en échange de restrictions sur le nucléaire".

Le texte, signé en 2015 entre l'Iran et six grandes puissances (Allemagne, Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et Russie) soumet Téhéran à un régime de surveillance strict de ses installations nucléaires, en échange d'une levée progressive des sanctions internationales. Objectif : garantir la nature exclusivement pacifique du programme nucléaire iranien.

Un Nobel qui mettrait la pression sur Trump qui doit se décider le 15 octobre

Un tel Nobel serait vivement symbolique, alors que Donald Trump a indiqué à de nombreuses reprises sa volonté de renégocier cet accord qu'il juge risqué, notamment en raison du fait que certaines des restrictions sur le programme nucléaire iranien vont tomber après 2025. Surtout, un tel Nobel mettrait la pression sur le président américain, qui doit se prononcer le 15 octobre devant le Congrès sur la "certification" de l'accord sur le nucléaire.

Une loi oblige en effet le président américain à dire au Congrès, tous les 90 jours, si l'Iran respecte l'accord, et si la levée des sanctions est bien dans l'intérêt national des Etats-Unis. Seules conditions sous lesquelles Washington maintiendra sa présence dans l'accord. Depuis son élection, le président américain a toujours "certifié" l'accord, mais il a fait savoir que l'échéance cruciale serait bien celle du 15 octobre. En cas de "non-certification", les parlementaires américains auront 60 jours pour éventuellement réimposer des sanctions levées contre l'Iran.

Une perspective qui inquiète la communauté internationale, au premier rang de laquelle les autres membres signataires de cet accord difficilement obtenu en 2015. Un compromis

pourrait toutefois être trouvé, avec un soutien plus ou moins direct d'Emmanuel Macron : il s'agirait d'apporter des "compléments" à l'accord pour satisfaire les Etats-Unis sans fâcher Téhéran. Ceux-ci porteraient sur les missiles, l'après-2025 et sur le rôle de Téhéran au Moyen-Orient, a précisé le président français en septembre à New York, à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU. ♦

Et si ce n'était pas le désarmement nucléaire ?

Dans le top 3 de ♦ l'Institut de recherche pour la paix dans le monde d'Oslo, viennent ensuite :

- Le **Haut-Commissariat aux Réfugiés** (HCR) de l'ONU et son haut-commissaire Filippo Grandi, en raison du nombre croissant de déplacés dans le monde, avec les crises en Syrie, en Afghanistan et en Birmanie avec les Rohingyas.
- **Le journal turc *Cumhuriyet* et son ancien directeur Can Dundar**, qui symbolisent la censure de la liberté de la presse mise en place par le président turc Recep Tayyip Erdogan.
-